

La classe dominante des gros propriétaires et la bourgeoisie industrielle possèdent la presque totalité des terres, occupant l'Etat en troisième classe. En général, les propriétaires fonciers possèdent des établissements industriels pour transformer les produits agricoles comme unique propriétaire.

Son intervention sur le marché à terme et à la Bourse pour la hausse ou la baisse des prix, est directe. Un facteur important y entre en considération: l'impérialisme. Des entreprises impérialistes tels que la Bunge Born Ltda, qui possèdent des colonies, des fermes, des moulins, des fabriques, de bois, etc... dans toute la zone agricole, démontrent la concentration de la production et du capital.

La récolte du petit producteur, du producteur autonome jusqu' en bas, est complètement absorbée par les grandes maisons de céréales des capitaux étrangers: Yankee; Cereal Machine Cie, Pampa Grain, des maisons qui se chargent du commerce de machine et qui achètent le blé, qui sont propriétaires de moulins; des maisons européennes: L. Dreyfus et Cie, Bunge y Born Ltda, Bergman y Cie, Moulins de farine de Rio de la Plata, etc... Ce sont les grands fournisseurs de blé, des marchés national et mondial.

La production nationale de céréales est soumise aux manœuvres réalisées par le marché à terme, par les impérialistes et les gros propriétaires fonciers unis, pour fixer arbitrairement les prix de produits auxquels les fermiers et les producteurs autonomes se voient obligés de vendre, pour pouvoir remplir les stipulations de leurs contrats de fermage, pour pouvoir acheter les instruments de travail, les semences, les moyens de subsistance, etc...

En face de cette réalité, les partis bourgeois ont toujours tenu à profiter des besoins des masses paysannes, en leur proposant des moyens pratiques tels que: baisse du fret, loi de colonisation, fixation de prix pour la vente de la récolte, baisse des prix de location de champs, meilleures conditions pour le travailleur, etc... etc... en échange de son concours politique.

La politique agraire social-démocratique tend à conquérir ses masses par les mots d'ordre suivants: 1) abolition des impôts qui grèvent la production agricole et l'élevage; 2) abolition de la contribution directe pour la petite propriété rurale; 3) indemnisation des fermiers; 4) réglementation hygiénique du travail agricole; 5) obligations de donner aux travailleurs un logis hygiénique.

Ainsi qu'on peut remarquer, la politique agraire de la social-démocratie ne diffère qu' par son aspect formel de celle des partis bourgeois. Elle se borne à la simple promesse de réformes sociales, sans donner un contenu révolutionnaire à ses revendications, en laissant de côté aussi le problème impérialiste et la nécessité d'engager la lutte contre l'impérialisme.